



**PRÉFET
DE LA CREUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle – Aquitaine**

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23 000 Guéret**

Guéret, le 14 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TARTIERE ET FILS SAS

ZA du Pont de la Chassagne
23400 Bourganeuf

Références : 2026-01-14 UID232025-088r georisques
Code AIOT : 0006000513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement TARTIERE ET FILS SAS implanté ZA du Pont de la Chassagne 23 400 Bourganeuf. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'Inspection des Installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TARTIERE ET FILS SAS
- ZA du Pont de la Chassagne 23400 Bourganeuf
- Code AIOT : 0006000513
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe TARTIERE rassemble 3 scieries dédiées à la fabrication de planches destinées au marché de la palette, ainsi qu'une E.T.F. (Entreprise de Travaux Forestiers) qui collecte le bois en forêt afin d'alimenter une partie de l'approvisionnement en bois des scieries du groupe.

Le site TARTIERE de Bourganeuf regroupe une plateforme de stockage du bois et une scierie.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Nettoyage des séparateurs	Arrêté Préfectoral du 31/08/2000, article 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 31/08/2000, article 6.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Nettoyage empoussièrem ent	Arrêté Préfectoral du 31/08/2000, article 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 points importants sont à retenir :

1. la défense incendie à maintenir avec l'appui du SDIS23 pour recueillir leur avis et réaliser un exercice *in situ*
2. la fréquence de nettoyage et veiller à limiter l'empoussièrem ent dans les lieux de travail du bois

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 7.3
Thème(s) : Autre, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...). La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
Constats : Une vingtaine de big-bags sont stockés à l'abri des intempéries en attente d'expédition (cf. photo). Situation exceptionnelle suite à un problème d'acceptation des déchets du récepteur final. Le premier convoi des cendres issues de la chaudière biomasse a été effectué.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La date pour l'enlèvement du reliquat est à transmettre à l'Inspection avec une photo.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Nettoyage des séparateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2000, article 4.3
Thème(s) : Autre, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Collecte des effluents liquides Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour. Collecteurs égouts Les collecteurs véhiculant des eaux polluées seront correctement identifiés. Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage à moins qu'ils ne soient équipés de dispositif de dégrillage en entrée. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.
Constats : Le nettoyage des séparateurs a eu lieu en octobre 2024. La facture de nettoyage SARP du 10/07/2024 du débourbeur bassin sud a été fournie. L'exploitant indique qu'il est prévu de réaliser les curages de 2025 avant la fin de l'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira les justificatifs du curage de 2025
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2000, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté des moyens de secours contre l'incendie, suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le bâtiment principal sera doté d'au moins trois lances armées disposées sur des faces différentes ;- un appareil d'extinction par fraction de 200 m² de surface dans les ateliers de fabrication, de 18 l à poudre ABC ou eau pulvérisée ;- un appareil d'extinction par fraction de 300 m² de surface dans les ateliers de fabrication, de 12 l de produits pour feux d'origine électrique ;- deux extincteurs mobiles pour les locaux où sont stockés des liquides inflammables de deuxième catégorie ;- un extincteur sur roues de 50 kg de poudre ABC pour une fraction de surface de 400 à 1 000 m² pour les stocks de piles de bois ouvré ;- une réserve d'eau de 200 m³ aménagés pour permettre son accessibilité et son utilisation par les services de lutte contre l'incendie. <p>L'établissement dispose d'une équipe de sécurité placée sous l'autorité du directeur de l'établissement. Cette équipe sera régulièrement entraînée au maniement du matériel de lutte et aux manœuvres de première urgence.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le registre des tests des pompes incendie de 2020 à 2025 a été fourni, il semble que les tests soient effectués environ tous les deux mois environ.- Le certificat Q4 (document attestant de la bonne conformité des installations de sécurité incendie) du 15/04/2025 de la société EXTINCTEURS ECLAIRS SAS est conforme.- Le certificat Q18 (document spécifique qui rend compte de l'état des installations électriques) du 04/08/2025 émis par l'agence APAVE de Clermont-Ferrand est conforme.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant les mesures de prévention et de défense incendie du site, l'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre contact avec le SDIS23 afin de réaliser un exercice de défense incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un premier échange sur site est prévu le 21 novembre 2025 en présence de l'entreprise COSYLVA vu le caractère contigu des installations et la défense incendie partagée pour partie pour les deux sites.- L'exploitant indique qu'un exercice commun avec le SDIS23, COSYLVA et l'équipe du site est programmé avant la fin du premier trimestre 2026.- A cet effet, il convient de vérifier la pertinence des appareils de défense incendie mentionnés dans l'article 6.3 susmentionné datant de l'an 2000, leurs emplacements en fonction des risques à défendre.- Les RIA assez anciens et susceptibles de ne pas être hors-gel sont à vérifier avec une entreprise spécialisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Nettoyage empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2000, article 3.4
Thème(s) : Autre, Stockage
Prescription contrôlée : Le stockage des sciures et poussières de bois est confiné (silos, bâtiments fermés) et les installations de transfert de ces produits sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les dépoussiéreurs...). Le stockage des autres produits en vrac (copeaux, plaquettes, écorces, produits issus du broyeur à déchets de bois) est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.
Constats : Les dépôts de poussières inhérentes à ce type d'activité industrielle, dues au rabotage puis à la coupe des grumes qui entrent dans le processus de coupe, se retrouvent en fine poussière qui se dépose à proximité des moteurs des matériels de coupe et ainsi qu'aux murs et sur les RIA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un plan de nettoyage avec un pas de maintenance plus fin et régulier, adapté au site sera proposé par l'exploitant pour limiter les risques incendie à l'intérieur du bâtiment où le travail du bois est exercé (notamment en période estivale où les températures intérieures sont plus élevées et l'hygrométrie des poussières de bois est la plus basse).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Déchets



20251020_124757